

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Attribution des prêts sociaux par la commission sociale du personnel des agents
de la Ville de Montpellier - Application du taux d'intérêt légal - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° 2010/566 en date du 13 décembre 2010, le Conseil municipal a adopté les modalités de fonctionnement et financières relatives à la commission du sociale du personnel, créée à compter du 1^{er} janvier 2011. L'objet de cette commission est d'attribuer aux agents de la Ville de Montpellier des aides financières, sous forme de dons et de prêts, leur permettant de faire face à des situations difficiles, après évaluation par les travailleurs sociaux du Pôle Ressources Humaines.

Pour se conformer aux exigences réglementaires en vigueur relatives à l'octroi de prêts sociaux par un employeur, la Collectivité doit appliquer le taux d'intérêt légal prévu par l'article L.313-2 du Code monétaire et financier, qui paraît au Journal officiel tous les semestres. A titre d'exemple, le taux d'intérêt légal pour le deuxième semestre 2022 est de 0,76%, celui du premier semestre 2023 est de 2,06%.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De modifier la délibération n° 2010/566 du Conseil municipal du 13 décembre 2010 en appliquant le taux d'intérêt légal aux prêts octroyés par la commission sociale du personnel ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-224141-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.